

Scientifiques, journalistes, politiques : le bon, la brute, le truand ? Comment interagir au service du bien commun ?

La nouvelle édition de Sciences et Médias¹ s'intéresse à un acteur clé dans la relation entre scientifiques et journalistes : les politiques. Organisée par plusieurs sociétés savantes et l'association des journalistes scientifiques², elle s'est tenue le 24 mai 2023 à la Bibliothèque nationale de France. Les dessins en direct sont assurés par Fiammetta Ghedini³.

Introduction

Après le mot d'introduction de Laurence Engel, présidente de la BNF, Daniel Hennequin, se souvient que « *la première journée Science et médias en 2012 s'intitulait « mieux travailler ensemble. Depuis, nous avons appris à nous connaître et nous comprendre. Si certains collègues voient les journalistes comme des extraterrestres, que dire de leur vision des politiques ?* »

Audrey Mikaëlian, pour l'AJSPI, rappelle que la précédente journée Sciences et médias « Raconter la science en temps de crise » avait montré le décalage entre les connaissances scientifiques, les médias, et les décisions politiques. D'où cette journée pour faire le point sur ce ménage à trois. Un journaliste scientifique n'est pas un scientifique, mais avant tout un journaliste qui traite de science, avec le même but (informer) et la même éthique. Scientifiques et journalistes ont des valeurs communes : le respect de l'exactitude, la rigueur, la recherche de vérité.

Une alerte ancienne, pas écoutée

Une vidéo de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) introduit judicieusement le sujet. On y voit le président Macron se demander « qui aurait pu prédire [...] la crise climatique ? ». Puis les alertes préalables des scientifiques : René Dumont en 1989, Haroun Tazieff en 1979, Jean-Claude Duplessis en 1990, Jean Jouzel anticipant (« *c'est énorme !* ») dès 1989,... C'est un des sujets sur lequel le trio scientifique, journaliste, politique n'a pas fonctionné.

Il existe des bons, des brutes et des truands dans chaque profession. Mais nous devons collaborer pour une société fonctionnelle. Comment cette collaboration peut-elle être mise au service du bien commun ?

Introduction : de l'importance des relations entre politiques, scientifiques et journalistes

Irène Frachon, pneumologue au CHU de Brest, lanceuse d'alerte sur l'affaire du Mediator (médicament de Servier), a bien observé les relations médecins, médias, politiques. Lorsqu'elle a publié son livre pour

¹ https://www.youtube.com/playlist?list=PLSYv8VZt9YKy_sFApu36yB6I-TLmhHMd2

² Comme pour les autres éditions : outre la SFP, les organisateurs sont l'Association des journalistes scientifiques de la presse d'information (AJSPI), la société chimique de France (SCF), la société mathématique de France (SMF), la société française de statistiques (SFdS), la Société informatique de France (SIF), la Société de mathématiques appliquées et industrielles (SMAI), et la Bibliothèque nationale de France (BNF).

³ <https://fiammettaghedini.com/>

dénoncer les défaillances autour du Mediator⁴, un collègue lui avait conseillé de ne plus dire un mot aux journalistes. « *C'est emblématique d'une omerta dans le milieu de la santé. Si on parle aux journalistes, on devient un personnage médiatique, avec une connotation extrêmement négative auprès des pairs.* » Elle rappelle aussi qu'un quatrième acteur peut agir : la justice.

Avant le Médiateur, il y a eu le scandale de l'amiante, étouffé par le « Comité permanent amiante », rassemblant des scientifiques, des fonctionnaires, des syndicats et des industriels. Et l'affaire du sang contaminé, révélé par la journaliste Anne-Marie Casteret. Elle a prouvé que des hémophiles ont été sciemment contaminés ! Cela a abouti à des condamnations, et des avancées dans la crise sanitaire.

Sur le médiateur, Irène Frachon et Eric Giacometti ont publié un livre⁵, « *pour décrire la totalité de l'histoire des laboratoires Servier, ses compromissions avec le monde politique, et les milliers de morts. Ce livre montre que les grandes affaires de santé publique ont été révélées par des journalistes d'investigation, et pas par des journalistes santé. L'investigation implique l'absence de conflit d'intérêt. Or, le monde de la santé est grevé par les conflits d'intérêt.* » Elle souligne qu'un scientifique prestigieux a fourni des rapports négationnistes sur la nocivité du Mediator, tandis que certains politiques l'ont aidée, comme le ministre de la Santé d'alors, Xavier Bertrand. « *Le bon, la brute et le truand, ce ne sont pas toujours les mêmes !* » Elle a travaillé avec des journalistes des grands journaux qui étaient de vrais professionnels. En revanche, la presse médicale, majoritairement financée par l'industrie pharmaceutique, a largement soutenu Servier.

Le brouillard de confusion ne vient pas de nulle part, il sert des intérêts. Il faut les démêler... sans tomber dans la suspicion générale qui mène au complotisme. Travaillons ensemble, scientifiques journalistes et politiques, en gardant à l'esprit la notion d'indépendance et de transparence.

Première partie : les dessous d'un ménage à trois

Les médias, un facteur de pouvoir pour les scientifiques ? L'exemple des COP 26 et 27, par **Luciana Radut-Gaghi**, chercheuse en sciences de l'information et de la communication à Cergy Paris Université.

Pour **Luciana Radut-Gaghi**, le succès des COP est dû au fait qu'elles réunissent des politiques, des ONG, des scientifiques... Toutes les communautés ont la légitimité de s'exprimer. Le grand public regarde peu qui parle, mais plutôt les arguments. Elle suggère aux universités de faire de la « diplomatie scientifique » : être présents comme acteurs légitimes dans le débat politique. Comme à la COP 27 où l'université Côte d'Azur est entrée dans l'arène des COP.

Ce que j'ai compris du fonctionnement des politiques vis-à-vis des scientifiques par **Patrick Pelloux**, médecin urgentiste et lanceur d'alerte lors de la canicule en 2003, interviewé par **Carole Chatelain**, journaliste scientifique indépendante

C. C. : Quels sont les freins pour se faire entendre ?

⁴ Mediator 150 mg : combien de morts ? »

⁵ Mediator, un crime chimiquement pur

P. P : L'incompréhension des politiques. En 2003, Jean-François Mattéi reprenait encore ses éléments de langage alors que la deuxième vague de canicule était un carnage.

Comment accéder aux politiques ?

Par les médias. Mais aujourd'hui, les chargés de communication empêchent les journalistes de rentrer, voire désinforment.

Voyez-vous une évolution ?

Non Ce qui est difficile, c'est le temps long, les médias s'occupent du court. Difficile d'alerter par exemple l'arrivée des parasitoses (dengue, chikungunya, retour du paludisme) en Europe à cause du réchauffement climatique.

Le covid a-t-il changé quelque chose ?

Rien, sauf pendant deux mois.

Voyez-vous une différence entre les journalistes généralistes ou scientifiques ?

Non, seulement entre les journalistes sérieux et pas sérieux. La révélation de la canicule, ce sont des journalistes qui ont fait leur job. Le métier de journaliste va évoluer, vous allez davantage devoir contrer les fake news, c'est l'enjeu des prochaines années. Quand on achète un journal on recherche la vérité, une bonne information.

Table ronde « Journalistes : comment résister aux pressions de tout bord ? » avec **Martin Boudot**, journaliste d'investigation et ancien journaliste chez *Cash Investigation*, **Jérôme Fenoglio**, directeur du *Monde*, **Rachel Mulot**, cheffe du service Enquêtes à *Sciences et Avenir*, et Inès Léraud, journaliste et autrice de la BD *Algues vertes*, l'histoire interdite.

Pour **Rachel Mulot**, les journalistes se mettent d'abord la pression eux-mêmes, en lisant des revues à comité de lecture, pour distinguer les polémiques des véritables controverses scientifiques. Il existe aussi la pression des grandes revues comme *Nature* ou *Science*, de la publicité, de l'actionnaire, ou sur les sujets sociétaux : nucléaire, OGM, genre, théorie de l'évolution, conflits d'usage de l'eau. Enfin, des pressions d'obstruction : ne pas répondre à nos questions.

Inès Léraud a d'abord subi la pression de sa rédaction qui, par peur du procès en diffamation, coupe ou empêche une parution. « *C'est pour ça que je suis journaliste indépendante* ». Elle a mis des années avant de pouvoir éditer sa bande dessinée. Son installation en Bretagne change la donne : « *on ne reçoit plus seulement des messages agressifs, mais des réactions plus violentes : menaces de mort sur mes témoins, festivals ou salons du livre qui se désistent suite à des pressions...* ». En 2019, la pression devient physique. Une consœur se fait foncer dessus et casser son matériel vidéo. La journaliste Morgane Lage se fait déboulonner deux roues de sa voiture et subit une intrusion chez elle. La cellule Demeter, bras armé du ministère de l'intérieur pour défendre l'agriculture industrielle, demande à une consœur allemande d'effacer un reportage vidéo. De son côté, Inès Léraud ne bénéficie d'aucune protection judiciaire et sa plainte a abouti à un non-lieu.

A côté de sa consœur, **Jérôme Fénoglio** ressent la situation du *Monde* comme privilégiée, grâce à la protection que le journal s'est historiquement construite. « *Je n'ai assisté à aucune pression pouvant dénaturer le contenu d'un article ou sa publication.* » La résistance aux pressions est totale en amont, mais « *il existe des pressions en aval, lorsque c'est publié : discréditations, pressions sur l'opinion. Il arrive que des annonceurs coupent leur budget, tant pis.* »

Martin Boudot observe que les journalistes environnement sont désormais vus comme dangereux par les pays autoritaires. D'où des refus de visas, et des risques sur leur sécurité. Lui et son équipe ont été arrêtés lors d'enquêtes sur des pollutions au Kazakhstan, au Maroc, en Pologne, en Chine. En France, on ne meurt pas du journalisme, mais les pressions existent. « *La RATP a appelé notre rédacteur en chef pour qu'on ne sorte pas une info. Lorsqu'on a tourné vers Gonfreville [où se trouve une raffinerie de Total], on a été arrêtés par les gendarmes qui ont fait un rapport qu'ils ont transmis à Total. Le Crédit Agricole nous réclame 1 million d'euros pour atteinte à son image suite à une enquête sur le greenwashing où on s'intéresse à ses investissements.* »

Les procès en diffamation sont une vraie pression : ils prennent beaucoup de temps, les frais juridiques explosent. « *Les entreprises portent désormais plainte devant les tribunaux commerciaux, qui ne connaissent pas le droit de la presse et font une censure a priori* ».

Formation accélérée sur le climat pour les politiques (action #MandatClimatBiodiversité)

Sophie Szopa, climatologue au CEA, nous décrit les conséquences du changement climatique, qu'elle a expliquées aux politiques : augmentation de la fréquence et de l'intensité des événements extrêmes comme les canicules, précipitations, sécheresses, cyclones, ainsi que les changements plus longs, moins perceptibles mais tout aussi graves comme la fonte du pergélisol et le réchauffement des océans.

Deuxième partie : comment interagir au service du bien commun ?

Moi politique, comment j'ai essayé de faire bouger les choses et ce qui a coïncé.

Grand entretien avec **Cécile Duflot**, ancienne secrétaire générale d'Europe écologie les verts (EELV), ancienne ministre des Territoires et du logement, aujourd'hui directrice générale d'Oxfam France, par **Carole Chatelain**.

C.C. : Comment gère-t-on le rapport avec les scientifiques et les journalistes quand on est politique ?

C. D. : Les journaliste politiques sont à part, en symbiose avec les politiques qui tentent de les instrumentaliser. Les journalistes environnement sont différents. Ils ont travaillé les dossiers et deviennent donc engagés (ce qui est différent de partisan).

Quelle différence entre être militante à la tête des Verts et être ministre ?

Au pouvoir, on change forcément notre mode d'expression, il faut avoir une posture de ministre. Cela oblige à des relations plus distantes avec les journalistes. Ce que dit un ministre pendant des débats peut être utilisé plus tard par des juges pour se prononcer sur des dispositions de la loi.

Comment travailler avec des chercheurs ?

Les politiques intègrent plein de paramètres simultanément : rapports de force, argent... tandis que les scientifiques peuvent faire abstraction de plein de choses et rester concentrés sur l'objet de leurs recherches.

Vous avez écrit un livre qui s'appelle « Voyage au pays de la désillusion ». Qu'est-ce qui fait qu'un politique n'arrive pas à faire passer ses idées ?

Le frein s'appelle François Hollande ! Il aurait pu mettre en œuvre une politique sociale et écologique, mais son seul horizon était budgétaire.

Vous avez vu à l'œuvre la décrédibilisation des lanceurs d'alerte

Le vrai pouvoir est à Bercy, où la façon de réfléchir est à court terme. C'est très compliqué de déranger l'ordre établi, d'autant qu'il y a des liens d'amitié entre politiques, banques...

Où êtes-vous la plus efficace ?

Aujourd'hui, je suis plus efficace que 99% des ministres de ce gouvernement, qui ne décident de rien. Oxfam est utile, fait bouger la société. Le pouvoir ne s'exerce bien que s'il intègre le contre-pouvoir, c'est la notion de « critical friends ». C'est bien d'être critiqué.

Moi journaliste, comment j'ai travaillé avec les scientifiques pour faire bouger les politiques par Inès Léraud, journaliste.

Lorsqu'**Inès Léraud** débute ses reportages, les scientifiques sont plutôt un frein à ses enquêtes. « *Ils produisent des connaissances, mais le fait que ces connaissances soient ignorées ne les gêne pas, ils ont intégré la logique économique.* » Comme lorsqu'une scientifique est réticente à classer cancérigène une molécule, par crainte d'être responsable de la fermeture d'une usine, ou qu'un autre lui demande de garder le secret sur un déchet nucléaire égaré. « *Pourtant, ces scientifiques ne sont pas corrompus, n'ont pas de conflit d'intérêt. Inversement, pour certains scientifiques comme Irène Frachon ou Henri Pézerat, la production de connaissances s'accompagne de la critique des institutions pour lesquelles ils travaillent, comme si l'institution était un cadre gênant.* »

Journalistes et scientifiques, alliés contre les marchands de doute ? par Stéphane Foucart, journaliste au *Monde*, co-auteur du livre « Les Gardiens de la raison »

« *Les journalistes scientifiques se sont souvent heurtés à des scientifiques, par exemple sur le réchauffement climatique, rappelle Stéphane Foucart, qui réfute l'idée de synergies entre scientifiques et journalistes. La vulgate climatosceptique est née au sein de la communauté scientifique, parfois très galonnée. On est une société qui magnifie la science, donne un brevet d'autorité à quiconque a un diplôme scientifique.* »

Les scientifiques sont des humains, leur parole est modulée par des préjugés, des craintes sur les financements ou l'activité économique. « *Je fais confiance à la science, mais pas aux scientifiques... et encore moins aux journalistes* ». La culture des scientifiques, c'est de douter, il est plus grave pour eux de

se tromper par excès de crédulité que par excès de scepticisme. Pour les journalistes, c'est l'inverse : ils cherchent le spectaculaire, le scoop. « *Par moments, les journalistes doivent travailler avec des scientifiques contre d'autres scientifiques.* »

Forbidden stories : s'allier pour lutter

Laurent Richard, fondateur et directeur de Forbidden Stories, nous fait changer d'échelle. On ne parle plus de pressions, mais de journalistes tués : celles et ceux qui enquêtent sur la corruption et les trafics. C'est pour ça qu'a été créé Forbidden Stories : pour que tuer le journaliste ne tue pas son récit. « *Depuis une démocratie, on peut leur faire bénéficier de notre liberté de la presse* ». Forbidden Stories est une organisation internationale de journalistes d'investigation. Ses membres poursuivent les enquêtes de journalistes tués, emprisonnés ou menacés. 150 journaux dans le monde poursuivent ainsi de nombreux sujets sur des crimes environnementaux, de la cybersurveillance...

« *Les ennemis de la liberté de la presse réalisent ainsi que c'est contre-productif de tuer un journaliste : l'enquête paraît encore plus, partout dans le monde. La collaboration apporte de l'impact, et aussi la protection : si on est 80 à travailler sur une même enquête, on est inattaquables !* » Elle apporte également de la ressource, lorsqu'une enquête est trop compliquée à mener, comme celle sur le cyberespionnage par le logiciel israélien Pegasus.

Table ronde : comment se faire entendre des politiques ? Comment les pousser à l'action ? Avec **Serge Hercborg**, épidémiologiste et professeur de nutrition à l'université Sorbonne-Paris-Nord, auteur de « *Mange et tais-toi : un nutritionniste face au lobby agroalimentaire* », **Mélanie Guenais**, mathématicienne, vice-présidente enseignement de la Société Mathématique de France (SMF), et **Thomas Pellerin-Carlin**, politiste, directeur du programme Europe, Institut de l'Economie pour le Climat

Mélanie Guenais a été projetée dans un monde qu'elle ne connaissait pas, lorsqu'au nom de la SMF, elle a alerté sur la suppression des mathématiques lors de la réforme du lycée. L'article collectif, qui montrait une chute de la quantité de filles suivant un enseignement de maths, fait le buzz médiatique. « *Mon article est sorti au bon moment, on est devenus visibles d'un coup, on a su réagir aux nombreuses demandes des journalistes. J'ai vu un grand souci de rigueur des journalistes. Mais ça ne nous a pas fait rentrer dans le dialogue avec les politiques.* »

Les recherches de **Serge Hercborg** sur le lien entre santé et alimentation visaient à transformer ces travaux en action publique. Mais les ministres de la Santé, même convaincus, peinent à se faire entendre. « *On a vite compris que, pour avoir du poids, voire aider les politiques, nous devons sortir de nos labos et mobiliser les acteurs de la société.* Le Nutriscore a ainsi été adopté suite à quatre ans d'une forte mobilisation, de médiatisation, de dénonciation des lobbies. « *C'est la seule des quinze mesures proposées à la ministre de la Santé Marisol Touraine qui a été acceptée, car elle ne coûtait rien. Et la pression de certains élus reste très forte : ils demandent un Nutriscore spécial pour leurs produits !* »

Au sein de de l'Institut de l'Economie pour le Climat, association d'intérêt général à but non lucratif fondée notamment par la Caisse des dépôts, **Thomas Pellerin-Carlin** est à l'interstice de six mondes : les journalistes, les politiques, les scientifiques, l'administratif, les ONG et le monde économique. « *Avec les*

politiques, il faut saisir le moment où les choses peuvent changer, le calendrier est crucial ». Il faut se demander quelles recommandations de santé publiques on priorise. « *Comment améliorer la faisabilité politique ? C'est l'objectif des ONG. Par exemple, c'est la mobilisation des Jeunes pour le climat qui a obtenu l'interdiction des véhicules thermiques en Europe* ».

Bilan de l'action #MandatClimatBiodiversité

Sophie Szopa nous dresse le bilan de l'action de formation des parlementaires aux enjeux du climat et de la biodiversité en juin 2022, mis en place avec l'aide d'ONG et d'associations. Une quarantaine de scientifiques ont formé 154 députés de tous les partis. « *Les parlementaires venaient-ils pour s'informer, ou pour être pris en photo ?* ». Ils étaient beaucoup moins nombreux hors caméra, mais les propos plus riches : « *c'était intéressant d'entendre leurs difficultés sur le terrain* ». La climatologue Valérie Masson-Delmotte, elle, a sensibilisé les membres du gouvernement. « *Est-ce que cela suffit ? Clairement non* ».

Scientist rebellion : notre méthode pour faire passer les politiques à l'action, par Kaïna Privet, écologue et membre de Scientifiques en rébellion. « *On n'arrive pas à agir à hauteur de la crise* ». Et l'information scientifique seule ne suffit pas à créer le changement. D'où la création de Scientifique en rébellion, suite à une tribune de 1000 scientifiques.

« *Nous avons décidé de désobéir, par une résistance collective, politique et non violente, raconte l'écologue, qui rappelle que la désobéissance civile est efficace, comme le montre l'exemple des suffragettes et des droits civiques aux États-Unis. Nous désobéissons car cela influence les populations et augmente l'adhésion. Cela a une portée médiatique supérieure à un mouvement modéré* ». Elle considère que c'est son devoir de scientifiques de dénoncer les activités illégales ou contraires à l'éthique. « *Cela ne nuit pas à notre supposée neutralité. Les scientifiques restent écoutés, nous pouvons faire de la désobéissance sans risquer gros.* »

Clôture de la journée par Valérie Masson-Delmotte, alors co-présidente du GIEC.

Le GIEC a intégré des spécialistes de communication dans les équipes, afin d'aider les scientifiques à mieux porter leurs conclusions dans les médias et auprès des politiques. « *Mais le résultat dépend du contexte : quand, lors de votre conférence de presse, Lionel Messi arrive au PSG, votre message passe à la trappe.* »

Les scientifiques s'interrogent sur leur empreinte environnementale, avec par exemple l'initiative Labo 1point5⁶. Les journalistes aussi, avec des formations, la rédaction d'une charte éthique⁷. « *Et chez les politiques ? Je le vois moins, il n'y a pas d'appropriation en profondeur* ». Valérie Masson-Delmotte observe une machine de désinformation, notamment sur les réseaux sociaux, avec des discours d'inaction qui prennent de nouvelles formes. « *C'est dévastateur sur le fonctionnement de notre*

⁶ <https://labos1point5.org/>

⁷ <https://chartejournalismeecologie.fr/>

démocratie, les gens s'informent chacun dans des bulles, n'arrivent pas à identifier les sources fiables d'éléments factuels pour éclairer les choix. »

Elle regrette l'instrumentalisation des scientifiques et des connaissances, une mise en scène de communication ponctuelle. Par exemple, le ministère de l'agriculture fait référence au GIEC... pour justifier de ne rien changer. Chez les entreprises, le greenwashing est présent en permanence et brouille la compréhension du grand public.

Les scientifiques doivent communiquer avec rigueur leurs connaissances, qui peuvent angoisser profondément les jeunes. Mais « *le contraire de l'éco-anxiété, je l'ai rencontré auprès de politiques, de décideurs et de dirigeants d'entreprise : c'est le cynisme* ». Une des solutions est l'empathie, « *quelque chose de formidable qui nous relie entre régions du monde et entre générations* ».

L'engagement des scientifiques prend de nouvelles formes. Pour la climatologue, « *cela pose la question de la relation de confiance sciences-société, du type de voix que vous souhaitez que les scientifiques aient dans la vie de la Cité* ». Faut-il conserver la forme traditionnelle (partage des connaissances) ? Un rôle d'appui à la gouvernance, comme les « *chief scientists* » dans d'autres pays ? Un rôle de « *chien de garde* » qui évalue avec rigueur les politiques publiques ? Un engagement militant de désobéissance civile, pour changer les rapports de force quand la vie démocratique et le droit ne suffisent pas ? « *Quand les gouvernements sont faibles, comment s'adresse-t-on à ceux qui ont réellement le pouvoir, comme les multinationales ?* »